



Déclaration liminaire au CSAL de Vaucluse

Avignon, le 13 juin 2023,

Monsieur le président,

Solidaires Finances Publiques ne peut siéger lors de cette instance sans revenir sur le mouvement des retraites et plus particulièrement sur la journée du 6 juin.

Alors que cette journée était présentée comme un enterrement force est de constater que cette 14ème journée de mobilisation contre la réforme des retraites a encore mobilisé des centaines de milliers de personnes sur l'ensemble du territoire. Si les taux de grève sont très différents d'un secteur à l'autre, le dynamisme et la colère étaient encore très présents dans les manifestations.

Déni de Démocratie

Face au déni de démocratie et au mépris du gouvernement, Solidaires Finances Publiques continue de s'opposer à cette réforme injuste, illégitime et brutale. Dans un contexte où l'inflation reste importante, cette loi retraites accentue les inégalités.

Augmenter nos rémunérations

Solidaires Finances Publiques revendique une hausse des rémunérations, pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses, des personnels de la Fonction Publique et des agentes et agents de la DGFIP en particulier. Les premières discussions sur la rémunération dans la Fonction Publique s'ouvriront le 12 juin et des discussions doivent également s'ouvrir tant au niveau ministériel que directionnel. Solidaires Finances Publiques exige notamment une réelle augmentation du point d'indice, la revalorisation de l'ACF et de l'IMT. Nous refusons tout dispositif au mérite. De la vie active à la retraite, chacun et chacune doit pouvoir vivre dignement.

Si pour le gouvernement, et pour nombre de médias, cette journée sonnait la fin de ce mouvement social, pour Solidaires Finances Publiques les colères légitimes des personnels de la DGFIP sont très loin d'être apaisées et continueront à se faire entendre dans les instances et dans la rue. Face au mécontentement grandissant des agentes et des agents, la page n'est définitivement pas tournée.

Nous ne pouvons pas aborder cette réunion sans dénoncer l'absence totale de dialogue social quant à la déclinaison du décret du 11 mars 2022 portant réforme des instances médicales et cela à tous les niveaux.

Pour circulaire d'application, la DGAFP a mis en place une simple Foire Aux Questions sans aucune concertation avec les OS. Suite à une mise à jour sur son site de cette FAQ en avril 2023, elle a sommé l'ensemble des ministères de mettre en application les modalités de désignations qu'elle a décidé de manière unilatérale. Le Ministère l'a alors déclinée dans une note suite au CSAM du 11 mai 2023 qui a été diffusée malgré la forte opposition non seulement de Solidaires Finances mais aussi de l'ensemble des fédérations. Il s'en est suivie la note du 11 mai dernier diffusée au réseau dans la précipitation et encore une fois sans aucune discussion ni même présentation en CSAR.

Dès validation de la loi portant réforme des instances médicales, nous avons sollicité l'administration, d'abord pour la parution du décret qui n'est intervenue qu'en mars 2022 alors que les instances auraient dû être en place dès le 1^{er} février 2022.

Une fois, le décret paru nous n'avons eu de cesse de demander des groupes de travail pour préciser sa déclinaison, cela à tous les niveaux, Fonction publique, Ministère et DGFIP. La réponse fût négative dans l'attente du positionnement de la DGAFP. Positionnement qui est intervenu en catimini via la mise à jour de la fameuse Foire Aux Questions ni présentée ni discutée avec les organisations syndicales alors que le sujet les concerne directement.

Solidaires Finances publiques dénonce fermement ce déni de dialogue social et plus grave encore la façon dont la Fonction Publique bafoue la représentativité issue de la loi et des urnes et cela sur plusieurs aspects :

- **L'appel à candidature piloté** par l'administration qui permet à n'importe quel agent du corps électoral de se présenter sans aucune mention d'appartenance ou de lien à une organisation syndicale. Cela contrevient au principe de représentativité. Ce principe d'élection indirecte pour donner la qualité de représentant du personnel est une première. La qualité de représentant du personnel jusqu'à présent s'est toujours obtenue par une élection directe auprès des salariés ou alors via la désignation par une organisation syndicale.

De plus ce mode de désignation est venu surcharger les directions et les services RH avec une tâche supplémentaire. Pour Solidaires Finances Publiques, il est absolument nécessaire de prendre en compte la représentativité issue des élections professionnelles de décembre 2022. Cette représentativité était par ailleurs prise en compte lors des désignations dans les anciennes commissions de réforme.

- **Le principe de classement des candidatures selon le nombre de voix** donne à l'organisation majoritaire de l'instance la primauté sur les conseils médicaux. De fait, les sujets des conseils médicaux en formation plénière (accident de service, maladie professionnelle, ATI, mise en retraite anticipée) pourraient devenir le monopole d'une seule organisation syndicale. Ce procédé ne fait aucun sens et contrevient une nouvelle fois au principe de représentativité. De plus, pris à la lettre, il interdit à un agent d'être défendu par un représentant de l'organisation syndicale dont il est adhérent ou sympathisant.

Il faut rappeler ici, que même si l'agent peut se faire représenter par la personne de son choix, celle-ci ne peut pas participer aux débats et échanges avec l'ensemble des membres du conseil médical et elle ne peut pas prendre part au vote.

- **Sur le déroulé du vote**, en cas d'absence d'un représentant du personnel titulaire lors du vote, le décret n° 2022-353 du 11 mars 2022 relatif aux conseils médicaux dans la fonction publique de l'État ne permettrait pas au suppléant de voter ni au titulaire de déléguer son

vote. Si toutefois un ou plusieurs titulaires étaient empêchés, l'élection aurait lieu avec les seuls titulaires présents. Il s'agit pour nous d'une interprétation restrictive du décret qui n'est pas aussi précis. Il dispose dans ses articles 6 c) et 6-1c) « *c) De deux représentants du personnel inscrits sur une liste établie par les représentants du personnel élus au comité social dont relève le fonctionnaire concerné. Afin de constituer cette liste, **les représentants du personnel élus en qualité de titulaire au comité social élisent**, au scrutin nominal à un tour; pour la durée du mandat de ce comité, quinze agents parmi les fonctionnaires appartenant au corps électoral de ce même comité. Le nombre de voix obtenu par chacun des candidats élus détermine l'ordre selon lequel il est fait appel à eux pour siéger en séance.* » Ce principe d'élection bafoue tous les fondamentaux démocratiques en la matière et contrevient aux modalités de vote précisées dans l'art 90 du décret 2020-1427 relatif au CSA : [...] *Les suppléants n'ont voix délibérative qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent.* Cela est inadmissible !

Si Solidaires Finances Publiques a décidé de siéger ce jour c'est parce qu'il accorde une importance particulière à la défense individuelle des agentes et des agents qui se trouvent souvent en graves difficultés. Cela ne reflète en aucun cas notre adhésion aux modalités de désignation qui nous ont été imposées au mépris du dialogue social, de la représentativité et de tout principe démocratique.

Solidaires Finances Publiques reste mobilisé sur cette question et n'hésitera pas à saisir la juridiction administrative si la Fonction Publique ne revient pas sur sa FAQ de manière à prendre en compte la représentativité issue des urnes !

En ce qui concerne les sujets locaux, la réorganisation brutale et incohérente du PCRFP appellera de nombreux commentaires (calendrier, modalités, etc..). En quoi ce projet est-il amendable ? En le présentant si tardivement, tout est joué d'avance ! Dans notre conception du dialogue social, le CSAL n'est pas qu'une simple chambre d'enregistrement.

Enfin, les points sur la formation professionnelle seront l'occasion de voir à quel degré la DGFIP se préoccupe des connaissances techniques de ses agents, de mesurer les moyens qu'elle met dans sa mise en œuvre.